

# LA C.G.T., COLONIE SOVIÉTIQUE...

## LE PARTI ET L'INTERNATIONALE COMMUNISTES

Il est impossible de traiter objectivement une question d'économie politique ou sociale sans parler de la Russie soviétique, et l'on ne peut aborder un tel sujet sans être entraîné automatiquement sur le terrain glissant du communisme.

Naturellement, dans ses relations diplomatiques avec les États étrangers, le gouvernement de Moscou conteste sa liaison organique avec les diverses institutions communistes, nationales et internationales. Il rejette sur ces dernières les responsabilités d'une propagande et d'une action qui s'exercent sur tous les territoires du globe. Chacun sait comment il convient d'accueillir de telles démonstrations d'indépendance qui ne trompent plus personne, sinon les ignorants... ou les coquins.

Néanmoins, s'il fallait illustrer d'un exemple la superposition du gouvernement russe et des organismes bolchevistes, il suffirait de rappeler que, lors de son voyage en Russie, en 1935, ce n'est pas M. Litvinov, *Commissaire du peuple aux Affaires étrangères*, que s'adressa M. Laval, président du Conseil français, pour lui demander de déterminer la politique extérieure des Soviets en ce qui concerne la propagande bolcheviste dans les pays «amis», mais à M. Staline qui, officiellement, n'appartient pas - ou plutôt n'appartenait pas à cette époque - au gouvernement russe.

Nous ne pensons pas que l'on puisse trouver un semblable précédent dans l'histoire de la diplomatie, de cette diplomatie si respectueuse ordinairement des traditions et attachée à un protocole quasi immuable. Jamais un homme d'État, au nom du gouvernement qu'il représente, n'a prié officiellement un chef de parti politique d'une puissance étrangère, diplomatiquement irresponsable, de se prononcer sur une question de politique extérieure. Et ce sont ces mœurs nouvelles introduites dans les relations de peuple à peuple, cette dualité superficielle d'une commission de parti et d'un cabinet ministériel que l'on utilise diversement à l'étranger selon les besoins d'une cause unique, qui constituent une confusion dangereuse au point de vue international.

L'organisation internationale du bolchevisme n'est pas la conséquence d'une nécessité sociale historique. Elle est l'effet qui découle d'une idée maîtresse préméditée et le résultat d'une politique qui n'a pas varié depuis la prise du pouvoir par Lénine, au lendemain de la Révolution d'octobre 1917.

Il apparaîtrait tout d'abord que l'Internationale communiste, dont le siège est naturellement à Moscou, soit l'émanation démocratique d'une somme de centrales nationales indépendantes et autonomes dont les représentants expriment les opinions et les doléances des secteurs qui les délèguent. En principe, il en est ainsi, et un esprit droit ne peut concevoir sous une autre forme une fédération, nationale ou internationale, qui constitue l'émanation d'un nombre de groupes déterminés. Pourtant, l'Internationale communiste n'est en réalité qu'un instrument superfétatoire destiné à appuyer une politique essentiellement soviétique, imposée à la majorité par une faible minorité dictatoriale. C'est une marchande d'illusions.

L'Internationale communiste, malgré son titre, n'a jamais fait ce que nous sommes convenus d'appeler de l'internationalisme. Elle a pratiqué un nationalisme russe, et ses représentants non russes se sont simplement livrés, dans leurs pays respectifs, à un antinationalisme inspiré directement par les hauts fonctionnaires de la bureaucratie soviétique. Durant ces quinze dernières années, toute la politique nationale des partis communistes, leur attitude vis-à-vis des gouvernements, leur action si souvent contradictoire n'ont eu d'autre objet que de favoriser la politique slave de Staline. Cela est tellement évident pour celui qui n'est pas dopé par le poison bolcheviste que l'on pourrait s'abstenir de toute démonstration à ce sujet.

Un fait, cependant, mérite d'être mis en relief: au sein de l'Internationale communiste chacun a la faculté de critiquer toutes les formes de gouvernement, sauf toutefois celle du gouvernement bolcheviste. S'il en est ainsi, c'est que chaque centrale affiliée à l'Internationale communiste admet a priori que le gouvernement russe est l'émanation même du peuple, et la manifestation idéale de ce que doit être un gouvernement

ouvrier et paysan. Ce point acquis, l'indépendance nationale et la liberté d'action des partis communistes ne sont plus que des mots vides de sens. Nous avons du reste pu apprécier les qualités morales et intellectuelles des chefs communistes français et l'indépendance dont ils disposent à la façon dont ils ont analysé, en décembre 1937, les élections russes, «*les plus démocratiques du monde*».

Pour bien comprendre le rôle de l'Internationale communiste et son utilité, - car l'appareil bolcheviste est assez compliqué, - il est indispensable d'être quelque peu instruit de celui que joue le parti communiste russe, quelle est son influence politique et quelles sont ses prérogatives.

«*Les institutions politiques, économiques et administratives se trouvent assujetties à autant d'organes strictement communistes parallèles aux divers degrés de l'organisation. Le parti se superposant donc à l'État, comme sur une pyramide un couvercle de même forme*», nous dit M. Boris Souvarine dans son remarquable ouvrage: *Staline* (1). Cela était exact - et encore dans une certaine mesure seulement - jusqu'au jour où M. Staline accéda au poste de secrétaire général du parti et exploita la maladie de Lénine, puis sa mort, pour établir définitivement sa puissance temporelle et spirituelle.

«*La pensée maîtresse de son parti (à Staline), écrit encore M. Boris Souvarine, se cristallise en opinion simpliste et plutôt mystique selon laquelle les intérêts de l'humanité seraient représentés exclusivement par un prolétariat idéal, le prolétariat par un parti prédestiné, ce parti par un comité central transcendant, le comité central par son politbureau. En sa personne de secrétaire, Staline pouvait donc se considérer comme le pivot du système soviétique, modèle russe en réduction de la future république socialiste universelle, le parti étant identifié à l'État, l'État à la dictature immanente incarnée par une oligarchie inamovible recrutée par cooptation*».

Que nous sommes loin du socialisme tel que nous l'idéalisons, et comme on comprend, dans de telles conditions, de quelle autorité disposent le Parti et son secrétaire général!

Le malheur, pour la Russie et pour l'humanité tout entière, c'est que M. Staline, servi par les événements et surtout par ses intrigues, put réaliser ses rêves insensés, non pas en partant de la base mais du sommet. Exigeant de ses subordonnés une obéissance passive et absolue, plaçant à la tête des organes essentiels de la nation des créatures toutes dévouées à sa personne, étouffant au sein de l'organisation toute opposition de droite ou de gauche, il s'identifia personnellement au parti et à l'État, et atteignit à une omnipotence que n'eût même pas souhaitée son prédécesseur Lénine.

Les crimes de M. Staline sont incalculables et nous préférons ne pas approfondir pour quelles raisons ils furent étouffés dans le silence de la presse de gauche de la plupart des pays d'Europe. M. Léon Trotsky les a dénoncés dans de nombreuses études que ne lit pas le peuple. Malgré la puissance de sa dialectique et la documentation considérable dont dispose l'ancien *Commissaire du peuple*, aujourd'hui exilé, son impartialité sera toujours sujette à caution pour le profane ou l'ignorant. «*Rappelons toutefois*, écrit-il dans son dernier ouvrage: *Les Crimes de Staline* (2), *que tous les membres du bureau politique du temps de Lénine - exception faite du seul Staline - figurent en tête de la liste des "traîtres" emprisonnés ou exécutés par le secrétaire du parti communiste russe*».

Si sa tyrannie ne s'exerçait que contre des personnalités marquantes, on pourrait à la rigueur supposer - tout en dénonçant les procédés inqualifiables qu'il emploie - que M. Staline cherche à éloigner du pouvoir des éléments prêts à sacrifier le régime à leurs ambitions. Mais ce n'est pas le cas. C'est le contraire qui se produit, et c'est lui qui, depuis quinze ans, sacrifie la Russie et le prolétariat mondial à sa soif malade et inaltérable d'autorité. Dans les couches les plus obscures du parti, il «*épure*» afin d'étrangler toute critique, de rester le maître absolu et incontesté du haut en bas de l'échelle sociale.

Une simple lettre, entre mille composant un volumineux dossier, démontrera, par sa simplicité, les procédés de terreur et d'intimidation employés par M. Staline et ses bourreaux. Elle nous fut adressée d'Arkhangel par Alexandre Novikov, le 27 novembre 1923. Elle reste toujours d'actualité, à cette différence, peut-être, que, aujourd'hui, on n'emprisonne même plus: on tue. C'est plus expéditif.

«*Je suis un ouvrier communiste, ancien volontaire de l'armée rouge de 1918 à 1922. J'ai été arrêté dans la ville de Marioupol, dans le district du Don, le 30 juillet 1923 et détenu depuis quatre mois dans les prisons de la République des Soviets en attendant que mon sort se décide. Les causes de mon arrestation? Des*

(1) Plon, éditeur.

(2) Grasset, éditeur.

*notes personnelles sur des questions de tactique dans la Russie des Soviets, mes impressions du temps de la révolution, bref l'exposé de mes idées que j'avais notées pour mémoire pour mon usage personnel, sans me soucier de la censure et des rigueurs des lois, et, par conséquent, en désignant les choses par leur vrai nom. C'est-à-dire que je critiquais sur bien des points les actes des bolchevistes quand je les considérais comme contraires à l'esprit de la Révolution.*

*Je fus exclu du Parti comme indésirable, mais je restai cependant employé à l'administration des finances. A la demande du bureau politique, je fus congédié par la "commission de nettoyage", exclu du syndicat professionnel, et mis de la sorte dans l'impossibilité de trouver quelque travail ou emploi que ce soit. Mes protestations demeurèrent comme une voix claironnant dans le désert. Enfin, je fus arrêté».*

Lorsque l'on sait qu'en 1923 le parti communiste russe comptait environ 450.000 membres dont la plupart, la «quasi-totalité, peuple les bureaux de l'État»; que, chassé d'un emploi, exclu du syndicat, on était invariablement jeté sur le pavé et acculé à la plus atroce des misères, on comprend que les moyens de persuasion de M. Staline aient été efficaces; qu'il ait «épuré» le parti de tous les éléments qui lui paraissaient indésirables, et qu'il ait courbé sous son joug personnel l'ensemble des membres de l'organisation, en transformant le secrétariat du Parti en un vaste bureau de placement et de déplacement. Quinze ans de ce régime ont porté leurs fruits.

La dictature du prolétariat ne fut donc plus exercée à dater de cette époque par le parti communiste, mais par M. Staline et ses amis, ces derniers étant pourvus par ses soins des plus hauts postes dans l'administration soviétique. M. Staline, mieux que le *Roi-Soleil*, pouvait dire: «L'État, c'est moi», et quiconque refusait de s'incliner devant lui était purement et simplement classé parmi les ennemis du régime et traité comme tel. M. Trotsky, pour ne citer que le plus illustre, en fit la douloureuse expérience.

*«Combien de bolchevistes ont été exclus, arrêtés, déportés, exterminés à partir de 1923, écrit-il dans La Révolution trahie (3), l'année où s'ouvre l'ère du bonapartisme, nous ne le saurons que le jour où s'ouvriront les archives de la police politique de Staline. Combien demeurent dans l'illégalité, nous ne le saurons que le jour où commencera l'effondrement du régime bureaucratique».*

Toutefois, sans méconnaître le rôle primordial joué par M. Trotsky avant, pendant et après la Révolution d'Octobre, et tout en nous associant à ses critiques justifiées de l'action néfaste de M. Staline, il faut mettre la classe ouvrière française en garde contre une sensibilité qui la porterait à soutenir une idée en défendant une victime. M. Trotsky fut, certes, sacrifié aux ambitions de M. Staline, jeté dans les rangs de l'opposition, diffamé puis exilé, comme un indésirable, de la «patrie socialiste». Il n'en reste pas moins que, vainqueur dans sa lutte contre M. Staline au lieu d'être vaincu par lui, il eût sacrifié M. Staline à ce qu'il considérait comme les exigences de la Révolution. Avec la même implacable partialité, il a, jusqu'en 1923, tout subordonné à la question d'État. Des milliers et des milliers de démocrates, de socialistes, de syndicalistes, d'anarchistes furent emprisonnés, persécutés, exécutés sur son ordre. Il ne devint pitoyable et sensible à la répression que lorsqu'elle s'exerça à ses dépens. En 1922, à Moscou, il répondait avec insolence et ironie à notre demande de libération de camarades qui n'avaient commis d'autres crimes que de s'élever pacifiquement contre cette bureaucratie qu'il condamne aujourd'hui, mais dont il était alors un des maîtres tout-puissants.

Donc, M. Staline «épura» le parti communiste russe.

L'Internationale communiste n'échappa pas à ce vigoureux «nettoyage». Les militants des centrales nationales furent eux aussi placés dans l'alternative de se soumettre ou de se démettre chaque fois que le dictateur orientait sa politique sur une voie nouvelle. La plupart des représentants français n'hésitèrent pas: ils se soumirent. Et avec quelle servilité!

On jugera mieux de la domesticité des militants au service du dictateur de la Russie soviétique par les petits incidents qui illustrent leur existence.

En 1925, j'étais détenu au quartier politique de la Santé. Je m'y trouvais en compagnie de M. Rabaté, secrétaire de la *Fédération des métaux unitaire* et membre du *Comité directeur du Parti communiste*. C'était l'époque où, en Russie, commençait à s'exercer avec violence la répression contre les éléments trotskystes. M. Staline voulait en finir rapidement avec son puissant adversaire, chef de l'armée rouge.

Un matin, ouvrant *L'Humanité*, j'y lus en première page et sur deux colonnes un manifeste rédigé à l'issue

(3) Grasset, éditeur.

d'une réunion du Comité directeur qui s'était tenue la veille au soir, et au cours de laquelle le trotskysme était mis au ban du mouvement révolutionnaire. Ce manifeste était signé de tous les membres du Comité directeur, M. Rabaté compris.

Je me précipitai dans la cellule de mon codétenu, lui tendant le journal, et lui demandant ironiquement à l'aide de quelles complicités il avait réussi, pour un soir, à s'échapper de la prison pour assister à la réunion de son Comité. A son tour, il dévora le manifeste, et je crois pouvoir affirmer que ses réactions furent sincères. Il protesta contre l'usage qui était fait de son nom, il s'éleva contre la nouvelle orientation politique de son parti tendant à présenter M. Trotsky comme un contre-révolutionnaire, et sa colère ne s'apaisa que lorsqu'il eut conclu que «*cela*» ne pouvait plus durer. On allait voir ce que l'on allait voir!...

Je ne pensais pas avoir abusé de mon devoir de militant en publiant dans un journal ami l'objet de la conversation que j'avais eue dans une cellule de la Santé. Mais quelle ne fut pas ma surprise de recevoir, par la voix de la presse, un démenti formel de M. Rabaté lui-même, niant avoir prononcé en ma présence une seule parole même se rapportant à Trotsky ou au trotskysme.

Voilà les hommes! A travers eux, on peut juger un parti.

Il n'est pas douteux que, à l'origine, le parti communiste français se constitua et adhéra à l'Internationale communiste par sympathie pour la Révolution russe. Mais, victime de la spéculation, de l'intérêt et de la démagogie, il se transforma bien vite en parti de gouvernement étranger, et échappa de plus en plus au contrôle et à l'influence de la classe ouvrière qu'il prétendait représenter.

L'exagération de certains adversaires du bolchevisme, les mensonges aussi grossiers que ridicules qui se répandirent dans une certaine presse, les histoires de couteau entre les dents, d'anthropophagie et autres insanités provoquèrent aussi une réaction du gros bon sens populaire qui, intelligemment exploité, entraîna une grande partie des classes laborieuses dans les sillons du bolchevisme.

Mais ceci ne pouvait suffire aux dirigeants de Moscou et à M. Staline, leur chef. Si, sur le terrain politique, ils avaient réussi à édifier une organisation leur permettant d'utiliser des militants à leur dévotion, il leur restait à capter une autre force sociale qui leur échappait encore: le syndicalisme. C'est sur ce terrain que le bolchevisme remporta une de ses plus grandes victoires.

**Jules CHAZOFF.**

-----